



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 février 2022  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-seizième session

Point 167 de l'ordre du jour

### Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

#### **Lettre datée du 16 février 2022, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Les États-Unis n'ont ménagé aucun effort au cours des dernières années pour répondre aux préoccupations soulevées par les missions par l'intermédiaire du Comité des relations avec le pays hôte et ont obtenu à cet égard des résultats probants. Nous continuons à travailler de concert avec l'Organisation et les États Membres concernés, mais je tiens à rétablir les faits en mettant en avant les mesures que nous avons prises en notre qualité de pays hôte.

Nous sommes tout disposés à aider les États Membres qui s'inquiéteraient qu'un visa particulier ne soit pas délivré à temps pour la réunion à laquelle il doit permettre d'assister. Nous continuons à prier instamment les représentants de présenter leur demande de visa au plus tôt, et d'y faire figurer toutes les informations demandées, dont notamment des informations sur l'objet de leur séjour et les dates des réunions auxquelles ils ou elles entendent assister. Lorsque les missions prennent langue avec la Mission des États-Unis raisonnablement à l'avance, soit de préférence un mois avant la réunion prévue, nous sommes presque toujours en mesure de les aider à obtenir les documents voulus dans les temps.

Dans le cas de la Fédération de Russie, nous avons délivré ces dernières années des centaines de visas, dans les temps, et ce malgré le volume considérable de demandes présentées. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 2021, les États-Unis ont délivré près de 250 visas à l'usage de membres de la Mission permanente de la Fédération de Russie et près de 150 visas temporaires pour les besoins de ressortissants russes prenant part à des activités multilatérales ; dans l'une et l'autre catégories, c'est bien plus que le nombre de visas reçus en 2021 par n'importe quel autre membre du Conseil de sécurité, et plus du double pour ce qui est des visas à l'usage de membres des missions permanentes. Dans la perspective de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale et des réunions subséquentes des commissions, la Fédération de Russie a demandé et obtenu bien plus de 100 visas temporaires, soit près de 50 % de plus que l'un des membres du Conseil de sécurité et au moins cinq fois plus que ses 12 autres membres. Ces chiffres correspondent aux tendances observées par le passé ; depuis 2018, la Fédération de Russie a obtenu chaque année tout autant de visas à l'usage de membres de sa mission permanente, et généralement bien plus, que tout autre membre du Conseil.



Le traitement d'aussi gros volumes de demandes pose des problèmes de taille, en particulier compte tenu des fortes contraintes qui pèsent actuellement sur les ressources. Les services consulaires des États-Unis sont déjà éprouvés par les restrictions liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À Moscou, notre ambassade doit également composer avec les restrictions de personnel inouïes que la Fédération de Russie lui a imposées.

Pendant l'année écoulée, l'administration Biden a fait beaucoup, notamment dans le cadre d'un dialogue productif avec le Bureau des affaires juridiques de l'Organisation, pour s'assurer que les visas à l'usage des délégations étaient délivrés en temps utile. La Mission des États-Unis entretient un dialogue constant avec la Mission russe sur ce sujet, mais a malheureusement constaté que les informations que celle-ci présentait concernant des demandes particulières étaient souvent inexactes ou trompeuses, ce qui freinait la délivrance des visas. Certaines réclamations relatives à des visas qui n'auraient pas été accordés concernaient des personnes qui n'avaient pas effectivement présenté de demande ou dont la demande avait été retirée, qui n'avaient pas répondu à nos demandes de renseignements complémentaires ou qui avaient présenté leur demande ou pris contact avec notre Mission quelques jours seulement avant la date prévue de leur voyage. Le mois dernier, la Mission russe nous a adressé une note dans laquelle elle se plaignait que plusieurs personnes devant participer à une réunion n'avaient pas obtenu de visa, alors même que les délégations avaient déjà été informées de l'annulation de ladite réunion.

En 1947, lorsqu'ils ont autorisé le Président à faire entrer en vigueur l'Accord relatif au Siège de l'Organisation, la Chambre des représentants et le Sénat des États-Unis ont pris acte, dans leurs rapports parlementaires, du fait qu'assumer la qualité de pays hôte « suppos[ait] inévitablement d'admettre sur le territoire un certain nombre d'étrangers, dont certains n'auraient pas normalement été autorisés à entrer dans le pays compte tenu des lois nationales relatives à l'immigration ». Mais comme le Secrétaire général de l'ONU en poste en 1953 l'avait expliqué à l'époque : « Du point de vue de l'Organisation, il est légitime qu'une personne se voie fermer les portes du pays hôte s'il existe des preuves claires et convaincantes du fait que l'intéressée entend, en toute mauvaise foi, prendre prétexte de son séjour dans le pays pour y mener des activités qui porteraient atteinte à la sécurité nationale » (E/2492, 27 juillet 1953). Il a ensuite indiqué que « le fait de se servir d'un visa pour mener, sur le territoire des États-Unis, des activités autres et jugées contraires aux intérêts de sécurité du pays » relèverait « de fait, d'une utilisation abusive portant préjudice aux intérêts des Nations Unies et, partant, contraire à l'esprit de l'Accord de Siège » (E/2501, 1<sup>er</sup> août 1953).

Dans ce contexte, les États-Unis se voient contraints de vous signaler que la Fédération de Russie se sert de sa mission permanente pour faire venir du personnel à des fins non autorisées sur leur territoire. Ce comportement est inacceptable et porte atteinte à l'intégrité de l'Organisation. Nous vous exhortons donc à vous entretenir de ce problème avec la Fédération de Russie. Comme nous l'avons déjà signalé aux membres du Comité des relations avec le pays hôte, il est inacceptable de demander un visa au titre de l'Accord de Siège pour se rendre à New York à des fins autres qu'en mission officielle auprès de l'Organisation. Cela entraîne un gaspillage de ressources précieuses, est contraire aux intérêts des États-Unis, de tous les autres États Membres et de l'ONU et compromet les activités légitimes de l'Organisation.

Malgré son comportement abusif, la Fédération de Russie vous a demandé de lancer une procédure d'arbitrage. Cette attitude, source de division, est contre-productive. Les États-Unis ont fait des progrès notables à l'issue des consultations tenues entre leur Département d'État et le Bureau des affaires juridiques et sont déterminés à progresser encore, en ce qui concerne les visas et d'autres questions, en

passant par ce canal. D'autres questions soulevées devant le Comité des relations avec le pays hôte ne pouvaient tout simplement pas justifier une procédure d'arbitrage. Nous avons été clairs : la fermeture des installations de loisirs de la Russie à Upper Brookville (État de New York) est une question bilatérale qui n'a rien à voir avec le rôle que nous jouons en tant que pays hôte. De plus, les États-Unis n'ont eu de cesse de prouver leur volonté de faciliter l'accès des États Membres au système bancaire national, de sorte que ceux-ci puissent payer leurs contributions à l'Organisation. À chaque fois qu'un État Membre a signalé une difficulté de ce type, nous avons pris les mesures voulues pour faciliter le versement des fonds, parfois même dans les quinze jours.

La Mission des États-Unis tient à souligner que son bureau du pays hôte s'efforce de répondre à toutes les préoccupations liées au pays hôte qui lui sont communiquées par les Membres de l'Organisation et le personnel des Nations Unies, et que c'est auprès de ce bureau que ces questions doivent être soulevées en priorité. Si celui-ci n'est pas en mesure de les régler, les États-Unis sont prêts à poursuivre la discussion au sein du Comité des relations avec le pays hôte. Nous prions l'Organisation de bien vouloir nous aider à aiguiller les États Membres vers les canaux adaptés et à faire entendre que ces questions ne devraient être portées à son attention ou à celle du Comité des relations avec le pays hôte qu'après que l'on nous aura donné une possibilité raisonnable d'y répondre. Les canaux utilisés par le passé, avec les États Membres, le Secrétariat de l'ONU, le Bureau des affaires juridiques et le Comité des relations avec le pays hôte, nous ont permis de répondre efficacement aux préoccupations soulevées et de faire des progrès notables concernant les questions intéressant le pays hôte, dont celle de la délivrance des visas.

Les États-Unis sont fiers du rôle historique qu'ils jouent en tant que pays hôte du Siège de l'Organisation des Nations Unies. Depuis près de 75 ans, notre priorité a toujours été – et restera celle d'être un partenaire fiable pour l'ONU, son personnel et les diplomates qui mènent une action vitale dans ses locaux.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 167 de l'ordre du jour.

L'Ambassadrice,  
Représentante des États-Unis  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Linda **Thomas-Greenfield**